

Secousse sismique au Brésil

Anne Latendresse

Numéro 786, septembre–octobre 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83175ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Latendresse, A. (2016). Secousse sismique au Brésil. *Relations*, (786), 10–11.

laire : Vladimir Plahotniuc, richissime homme d'affaires parmi les plus puissants du pays. Son hégémonie s'étend aux différentes instances de pouvoir, du Parlement à la Cour constitutionnelle en passant par l'agence nationale anti-corruption, la justice et les médias. Le fait que les autorités américaines l'aient reçu à Washington, début juin, en dit long sur l'influence de ce faiseur de rois.

C'est aussi M. Plahotniuc qui se cache derrière le gouvernement de Pavel Filip, un de ses proches, dont la légitimité ne tient qu'à un jeu d'alliances artificielles entre des parlementaires à l'intégrité rongée par le clientélisme. La nomination de ce gouvernement en janvier, accusé de ne rien faire pour lutter contre la corruption et sortir le pays de la crise économique, a relancé le mouvement de protestation qui avait éclaté après l'affaire du milliard volé. Après des mois de manifestations, la population moldave a réussi à obtenir l'élection du président au suffrage universel direct, lui qui était élu par le Parlement depuis 2001. Dans la perspective de l'élection présidentielle, qui se tiendra le 30 octobre prochain, deux camps idéologiquement opposés tentent de fédérer la colère de la population : les partis de centre-droit Dignité et Vérité ainsi qu'Action et solidarité, tournés vers Bruxelles, et le Parti socialiste, tourné vers Moscou.

Mais l'exaspération est telle qu'elle a relégué au second plan la traditionnelle opposition entre pro-russes et pro-européens. L'enjeu prioritaire pour ces partis est désormais la constitution d'un front anti-oligarchique commun capable de faire reculer le régime Plahotniuc. Le 30 octobre, ce front mènera un premier combat pour tenter de s'emparer de la présidence du pays, étape essentielle pour commencer à desserrer l'étau dans lequel l'oligarchie maintient la Moldavie. L'opposition espère ensuite provoquer des législatives anticipées pour écarter au plus vite du Parlement les élus fidèles au tandem Plahotniuc/Filip. ©

1. Selon les statistiques sur la population mondiale publiées par la BBC [en ligne], le 27 octobre 2011.

SECOUSSE SISMIQUE AU BRÉSIL

Le coup d'État constitutionnel orchestré par la droite marque une offensive contre les avancées sociales qu'a connues le pays.

Anne Latendresse

L'auteure est professeure au Département de géographie de l'UQAM et a été directrice du Centre d'études et de recherche sur le Brésil (CERB) de 2010 à 2015.

Le printemps dernier, à peine quelques mois avant la tenue des Jeux olympiques de Rio, le Brésil tout entier était secoué par une nouvelle qui a eu l'effet d'une puissante secousse sismique. La décision de la Chambre des députés de retirer temporairement à Dilma Rousseff ses fonctions de présidente du pays a révélé la magnitude de la crise politique et économique que traverse ce pays. Depuis, pas une journée ne passe sans que les rues de différentes villes brésiliennes ne soient paralysées par des manifestations contre le *golpe* (« coup d'État »), ou en sa faveur.

Pour mieux comprendre la crise actuelle, il importe de mettre en lumière un certain nombre d'éléments. D'une part, en 2015, une enquête du procureur général de la République révélait au grand jour l'existence de pratiques frauduleuses impliquant de hauts dirigeants de l'entreprise pétrolière publique Petrobras, le Parti des travailleurs (PT) et certains de ses élus – dont l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva, au pouvoir de 2002 à 2010 – et des élus d'autres partis au sein du gouvernement. Même si le nom de Dilma Rousseff n'apparaissait pas dans ce rapport, ses adversaires lui attribuent la responsabilité de ce scandale dont l'ampleur dépasserait tout ce qui s'est vu au Brésil jusqu'à maintenant.

Ces révélations allaient permettre aux adversaires politiques du PT de tenter le grand coup, soit amorcer les procédures nécessaires à la destitution de la présidente. Ultimement, l'inculpation de Lula permettrait d'empêcher ce leader charismatique de se présenter à nouveau aux



« Temer dégage », dit cette bannière lors d'une manifestation d'appui à la présidente Dilma Rousseff à Rio de Janeiro, le 10 juin 2016. Photo : PC/Newzulu

élections présidentielles de 2017. En d'autres mots, ce coup d'État, qui se fait par l'usage de procédures politico-juridiques, ne vise pas tant à assainir la gestion publique brésilienne qu'à réduire à néant toute chance pour le PT de se maintenir au pouvoir. Mieux encore, le contexte de crise économique qui prévaut, en raison notamment de la faiblesse des prix du pétrole et des minerais, constitue une occasion en or pour le gouvernement intérimaire (composé des principaux partis centristes et de droite), dirigé par Michel Temer, de démanteler rapidement les programmes sociaux mis en place par les gouvernements successifs du PT. Sous prétexte d'austérité, celui-ci s'attaque aux secteurs de la santé et de l'éducation, entre autres.

Au Brésil, la divulgation de cas de corruption ne constitue malheureusement rien de nouveau. À la sortie de la dictature militaire, de telles pratiques avaient d'ailleurs mené à la destitution du président Fernando Collor de Mello en 1992. Mais cette fois-ci, la situation est fort différente



car si la crise actuelle peut effectivement mener au départ forcé de la présidente Dilma Roussef, ce coup de force est mené par un juge et des députés dont plusieurs sont eux-mêmes sous enquête, voire accusés de corruption!

Par ailleurs, le Brésil d'aujourd'hui n'est plus celui des années 1990. Outre les indicateurs économiques et sociaux qui témoignent de la modernisation de cet immense pays de 200 millions d'habitants et de son ascension parmi les pays émergents, le Brésil dirigé par Lula puis par Dilma a été porteur d'un projet politique qui a suscité l'engouement non seulement d'une grande partie de la population brésilienne, mais aussi des pays voisins. Un peu partout, on espérait que le Brésil puisse en finir avec la confiscation du pouvoir par les élites néocoloniales. Le bilan des gouvernements successifs du PT reste à faire au Brésil. Si ses orientations économiques libérales et ses politiques favorisant l'extractivisme, l'agro-industrie et les méga-projets notamment, ont clai-

rement déçu, il demeure que ses 14 années de pouvoir (de 2002 à 2016) ont malgré tout transformé positivement le pays. La création de programmes sociaux ainsi que l'augmentation du salaire minimum, entre autres, ont permis de sortir 45 millions de personnes de la pauvreté. Malgré la concentration des médias de masse entre les mains de l'*establishment* brésilien qui a contribué à façonner l'opinion publique contre le gouvernement de Dilma, les milliers de jeunes du Brésil d'aujourd'hui sont plus scolarisés et mieux informés qu'auparavant. Les derniers mois ont été pour plusieurs d'entre eux l'occasion de comprendre le concept de « lutte des classes », parce que le *golpe* dont il est question en relève bel et bien. C'est d'ailleurs pourquoi le président par intérim, Michel Temer, s'est empressé de démanteler les programmes sociaux mis de l'avant par les gouvernements de Lula et de Dilma. ©

DETTE QUÉBÉCOISE

Haro sur l'épouvantail

Contrairement à un discours souvent répété, notamment par nos gouvernements successifs, l'augmentation de la dette publique québécoise ne vient pas des coûts de programmes sociaux soi-disant trop chers et dans lesquels il faudrait sabrer pour « assainir les finances publiques ». C'est ce qui ressort d'une récente étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), qui s'appuie sur une analyse de données comparables entre elles de 1961 à 2008. Selon cette étude, ce sont plutôt la diminution des transferts fédéraux aux provinces, la privatisation d'entreprises publiques, la baisse de l'impôt des entreprises privées et les taux d'intérêts réels élevés de la dette qui sont les principaux responsables de sa forte croissance à partir de 1982. Les simulations proposées par l'IRIS montrent de plus que des orientations politiques différentes auraient permis au Québec de n'accumuler aucune dette depuis 1984 et de rembourser celle contractée auparavant. Pour consulter le rapport complet, voir : <iris-recherche.qc.ca>.

MOBILISATIONS

Partenariat Transpacifique

Une étude du Centre canadien de politiques alternatives publiée fin mai dévoile que le Partenariat Transpacifique (PTP) aura un impact négatif sur l'économie canadienne. Selon ses auteurs, le traité, signé par le Canada en février 2016, risque entre autres de faire baisser la balance commerciale et d'avoir des conséquences néfastes sur la création d'emplois et la diversification de l'économie canadienne. L'étude fait valoir que l'accès privilégié à de nouveaux marchés pour les entreprises canadiennes est un leurre puisque près de 97% de leurs exportations sont déjà exemptées de barrières tarifaires. Des membres du Réseau québécois sur l'intégration continentale – qui a soutenu l'étude financièrement – ont aussi fait connaître leur opposition au PTP lors d'audiences parlementaires tenues à Montréal et à Québec les 10 et 11 mai derniers et lors d'une assemblée publique tenue le 6 juin à Montréal en présence de la ministre du Commerce international, Chrystia Freeland. Renseignements : <rqic.alternatives.ca>.